



Un électorat allemand en mouvement

Il y a seulement quelques semaines encore, le paysage politique en Allemagne ne semblait pas vraiment figé, il semblait même avoir connu une sorte de clarification suite à la décision des chrétiens-démocrates et des sociaux-démocrates de faire de Frank-Walter Steinmeier, le ministre des Affaires étrangères de la grande coalition au pouvoir, leur candidat commun à la présidence fédérale.¹ Certes, on restait encore en attente de décisions au sein du SPD pour savoir ce qu'allaient devenir le président du parti, Sigmar Gabriel, et le président sortant du Parlement européen, Martin Schulz, rentré en Allemagne pour y devenir, selon les rumeurs les plus vraisemblables, ministre des Affaires étrangères en remplacement de F.-W. Steinmeier et défendre les couleurs du SPD en Rhénanie du Nord – Westphalie, le plus grand Land d'Allemagne par la population, où l'on vote le 14 mai prochain. C'était l'avenir du SPD qui paraissait figé tant il semblait impossible que S. Gabriel se départisse de ses fonctions de président du SPD, abandonne le ministère de l'Économie pour celui des Affaires étrangères et que M. Schulz accepte la mission de conduire le SPD à une victoire des plus improbables aux élections législatives fédérales du mois de septembre 2017. Ce faisant, la position de la chancelière, même si elle était en butte aux critiques de la CSU bavaroise et aux

remontrances internes de l'aile conservatrice de la CDU apparaissait plutôt confortable. On ne voyait se profiler à l'horizon aucun challenger capable de lui damer le pion. La crise des réfugiés lui avait bien coûté quelques points de popularité et à son parti quelques points dans les intentions de vote des électeurs allemands, Angela Merkel avait effectué un rétablissement remarqué. La campagne électorale à venir ne s'annonçait pas particulièrement controversée et risquait de tourner davantage autour de la question de savoir quel score le parti populiste d'extrême droite *Alternative pour l'Allemagne* allait faire et si, finalement, six partis représentés au *Bundestag* ne conduiraient pas inévitablement à la reconduction de la grande coalition sortante – quoi qu'en disent les partis concernés, CDU/CSU et SPD.

Il a suffi que S. Gabriel renonce à être candidat social-démocrate à la chancellerie au profit de Martin Schulz qui ne semble pas s'être finalement trop fait prier pour accepter le mandat dès l'instant qu'il allait occuper également la présidence du parti pour que les coordonnées d'un système qui semblait ne plus devoir évoluer soient considérablement modifiées et promettent une campagne électorale passionnée et passionnante. Conduit par un meneur plein de vitalité – à l'inverse de S. Gabriel et d'... A. Merkel –, n'hésitant pas à mettre au centre de ses discours la question de

1. Voir notre éditorial « Du nouveau sous le ciel berlinois ? » dans AA No 218, oct.-déc. 2016, p. 3 et 4.

la justice sociale en Allemagne (« Non l'Allemagne n'est pas un pays qui connaisse la justice sociale »), la lutte contre l'austérité et la précarité, le SPD s'est dynamisé et a commencé à dépasser le seuil qui paraissait pour lui quasiment infranchissable des 20 % des intentions de vote, s'envolant même au-delà des 30 % pour quasiment faire égalité avec la CDU/CSU voire même la dépasser selon certains sondages. M. Schulz n'appartenant pas au gouvernement fédéral avait une liberté de parole que n'avait plus S. Gabriel. Soudain, il n'était plus question que de l'« effet Schulz » ! Il est difficile de dire si cette envolée se stabilisera à un niveau élevé ou ne sera qu'un feu de paille. Les gains de l'un sont en tout cas, au moins en partie, les pertes de l'autre ; l'enthousiasme d'un SPD revigoré et croyant tout à coup à une possible victoire a déstabilisé la démocratie chrétienne qui ne pensait pas que la victoire pouvait lui échapper et apparaît désemparée, mal préparée à affronter son partenaire de la grande coalition comme un adversaire sérieux.

Aussi bien l'élection du président fédéral le 12 février 2017 a-t-elle marqué un tournant dans les relations entre les partis de la coalition gouvernementale. Frank-Walter Steinmeier, nommé par le SPD et la CDU/CSU, a certes été élu dès le premier tour avec 931 voix sur les 1 239 valablement exprimées, ce qui est plus que les voix cumulées des représentants sociaux-démocrates et chrétiens-démocrates (923) au sein de l'Assemblée fédérale et représente un score confortable de près de 75 % des voix. Mais les Verts et le FDP (représentant respectivement 147 et 36 voix) qui n'avaient pas proposé de candidat propre, soutenaient la candidature de F.-W. Steinmeier qui pouvait donc, théoriquement, compter sur un capital cumulé de 1 106 voix. 103 grands électeurs se sont abstenus, le candidat de *Die Linke*, Christoph Butterwegge, professeur à l'Université de Cologne spécialisé dans l'étude de la pauvreté en Allemagne, avec 128 voix, a fait plus que les représentants de *Die Linke* (95).

Comment voteriez-vous si les élections au Bundestag avaient lieu dimanche...

(www.wahlrecht.de/umfragen/ consultation du 14.02.2017)

Institut	Allensbach	Emnid	Forsa	Forsch'gr. Wahlen	GMS	Infratest dimap	INSA	Bundestagswahl 2013
Parution	26.01.17	11.02.	08.02.	27.01.17	09.02.17	02.02.17	13.02.17	22.09.13
CDU/CSU	36 %	33 %	34 %	36 %	33 %	34 %	30 %	41,5 %
SPD	23 %	32 %	31 %	24 %	29 %	28 %	31 %	25,7 %
GRÜNE	9 %	7 %	8 %	8 %	9 %	8 %	7 %	8,4 %
FDP	7 %	6 %	5 %	6 %	6 %	6 %	5 %	4,8 %
DIE LINKE	9,5 %	8 %	8 %	10 %	8 %	8 %	10 %	8,6 %
AfD	11,5 %	10 %	10 %	11 %	11 %	12 %	12 %	4,7 %
Sonstige	4 %	4 %	4 %	5 %	4 %	4 %	5 %	6,2 %

Avant d'analyser de plus près ces résultats, il convient de dire que l'élection du nouveau Président fédéral a été l'occasion pour le président du *Bundestag*, Norbert Lammert, de tenir un discours d'excellente tenue historique et démocratique mettant en garde contre les dangers du populisme

en Allemagne et ailleurs dans le monde et rappelant les valeurs sur lesquelles a été construite l'Europe. Après avoir accepté son élection, F.-W. Steinmeier s'est exprimé de façon semblable au cours d'une allocution qu'il a centrée sur le thème du courage à avoir et des encouragements à prodiguer

pour faire progresser la démocratie. Il a rappelé dans ce contexte qu'une jeune Tunisienne lui avait dit au moment des printemps arabes que l'Allemagne et les Allemands lui donnaient le courage de poursuivre sa lutte, montrant ainsi qu'un pays dévasté dans ses valeurs par le nazisme et la guerre pouvait renouer avec la démocratie et l'Europe, rester ouvert au monde et à la tolérance en refusant le repli sur soi et sur une conception ethnique de la nation, rester respectueux de la liberté. Ce faisant, F.-W. Steinmeier rendait en même temps un hommage appuyé à son prédécesseur, Joachim Gauck, qui assistait, non sans émotion, à la séance du *Bundestag*. L'Assemblée fédérale a chaudement applaudi, debout, ces passages forts des discours de N. Lammert et F.-W. Steinmeier, les représentants de l'AfD, eux, sont restés assis !

À travers les résultats chiffrés de l'élection on peut détecter les signes d'un double mécontentement : une partie de la gauche du SPD reproche aujourd'hui encore à F.-W. Steinmeier d'avoir été un artisan des réformes Harz quand il dirigeait, sous G. Schröder, les services de la chancellerie ; une partie de l'aile conservatrice de la CDU/CSU ne s'est pas, pour sa part, résignée à voter pour un candidat social-démocrate, avec la volonté affirmée de reprocher à la chancellerie son incapacité à présenter un candidat chrétien-démocrate de bon aloi et de lui rappeler qu'en favorisant le SPD, elle avait nourri en son sein son adversaire d'aujourd'hui. Dans le numéro de *Der Spiegel* (No. 7/11.2.2017, p. 20-21), sorti la veille de l'élection du président fédéral, Wolfgang Schäuble a lancé la campagne anti-Schulz, reprochant son populisme à l'ancien président du Parlement européen quand celui-ci copie Trump pour réclamer « *make Europ great again* » et le critiquant pour ne pas faire preuve d'une rigueur et d'une discipline suffisantes dans le respect des règles européennes ! Schulz donne du fil à retordre à la CDU/CSU, d'autant que celui-ci, comme l'AfD dans ses premières années, mobilise des citoyens qui s'étaient résignés à ne pas voter faute de se sentir

représentés : selon une étude de *Insa-Meinungstrend*, la part des abstentionnistes de 2013 aurait augmenté de 70 % depuis que M. Schulz est le candidat du SPD à la chancellerie quand ce pourcentage ne serait aujourd'hui que de 40 % pour l'AfD et de 30 % pour la CDU/CSU. Parallèlement, de nombreux électeurs ne sont pas convaincus que la dynamique et l'engouement provoqué par M. Schulz soit durable. La CDU/CSU renvoie en tout cas volontiers à l'effet Steinbrück quand celui-ci avait redynamisé, il y a maintenant quatre ans, le SPD sans pour autant mettre véritablement en danger la CDU/CSU et une chancellerie, décidée à relever le défi – elle que les médias décrivent aujourd'hui volontiers fatiguée et usée, comme H. Kohl en 1998, après 16 ans d'exercice du pouvoir.

Derrière les chiffres des sondages – à prendre, comme les événements les plus récents dans le monde le rappelent à souhait, avec beaucoup de précaution – se cachent bien évidemment des enjeux de pouvoir fondés sur les coalitions possibles ou non. Avec 31 % des voix le 24 septembre prochain, on se met à croire ou à rêver à nouveau au sein du SPD à une possible coalition SPD-*Die Linke*-Les Verts – appelée volontiers 2RG (2 mal Rot plus Grün) - qui totaliserait 48 % des voix contre 42 % à une coalition CDU/CSU-Verts-FDP. C'est oublier qu'avec 48 % des voix, cela ne suffirait pas nécessairement à obtenir la majorité qualifiée des mandats au *Bundestag* puisque aussi bien il faudra encore compter avec les 12 % revenant à l'AfD. Cela deviendrait davantage plausible si le FDP, passant en deçà de la barre des 5 %, n'était pas représenté au parlement comme c'est le cas depuis 2013. Mais tous ces plans fondés sur l'arithmétique négligent les contenus politiques et les compatibilités partisans. L'Allemagne est dans l'incertitude de mouvements divers jusqu'aux élections du 24 septembre 2017, elle conserve pourtant une certitude, à savoir que, si rien ne va plus, il restera toujours, comme *ultima ratio*, la possibilité pour la gouverner d'une nouvelle grande coalition CDU/CSU-SPD. La question première sera

alors de savoir lequel des deux partis aura réuni sur soi le plus de voix pour prétendre au poste de chancelier/ière. Non pas, comme on le lit parfois en France, pour être chargé par le Président fédéral de former un gouvernement : la Loi fondamentale fait seulement obligation à celui-ci de proposer un candidat au vote du *Bundestag*, l'usage voulant qu'il propose celui ou celle qui a la majorité qualifiée nécessaire à son élection grâce au soutien d'un seul parti, le plus souvent grâce au soutien d'une coalition gouvernementale. Ce serait aujourd'hui vaine spéculation que de se demander si la CDU/CSU accepterait d'entrer

dans une grande coalition dirigée par le SPD et comment le prendrait A. Merkel. Mouvement de l'électorat allemand il y a et quelques incertitudes de plus, malgré tout. M. Schulz n'a pas déjà gagné, A. Merkel n'a pas déjà perdu. La situation n'est pas sans rappeler celle d'autres pays dans le monde, celle de la France en particulier. Il faut y voir l'expression d'un besoin confus de changement, fondé sur la croyance – ou peut-être même l'illusion ? – qu'en changeant les gouvernants on transformera automatiquement en mieux le pays.

– Jérôme VAILLANT –